

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 13/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CRISCA

15 rue de Fos sur Mer
69007 Lyon

Références : UDR-SSDAS-25-67-ACA
Code AIOT : 0006104192

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2024 dans l'établissement CRISCA implanté 15 rue de Fos sur Mer 69007 Lyon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CRISCA
- 15 rue de Fos sur Mer 69007 Lyon
- Code AIOT : 0006104192
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement CRISCA est spécialisé dans la récupération de déchets de métaux ferreux et non ferreux ainsi que le tri et transit de déchets non dangereux non inertes. Ce site relève de la

nomenclature des ICPE sous le régime de l'autorisation.

Le site s'étend sur environ 18 300 m² et l'effectif total est de 15 personnes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le jour de la visite l'Inspection a constaté une importante quantité de déchets à cisailier au sud du site rendant la circulation plus difficile. L'exploitant a expliqué que leur cisailleuse n'était plus fonctionnelle depuis 3 semaines, en attente de la location d'une nouvelle machine.

L'Inspection a par ailleurs constaté que l'enrobé au sud du site n'était pas en bon état, entraînant des rétentions d'eau sur le site. L'exploitant devra programmer une réfection de la zone

prochainement.

L'Inspection a enfin constaté que la partie nord était bien entretenue, la circulation était facile et que les stocks de déchets étaient assez faibles.

L'Inspection rappelle à l'exploitant qu'il devra s'assurer de l'accessibilité du site pour les services de secours et prendre en compte les dangers liés à la co-activité, en raison de la diminution de l'espace disponible compte-tenu de l'augmentation des stockages de déchets / bennes et des nouveaux parkings VL/ PL.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suites de l'inspection du 16/06/2022	Arrêté Préfectoral du 09/07/2008, article 6.2.6	Demande d'action corrective	6 mois
2	Porter à connaissance de 2022 et de 2023	Arrêté Préfectoral du 09/07/2008, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Conformité à l'arrêté ministériel du 22/12/2023	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article Articles applicables	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 18/12/2024 a permis de faire le point sur les dossiers de "porter à connaissance" déposés par l'exploitant ainsi que sur le nouvel arrêté ministériel du 22/12/2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation.

L'exploitant doit mettre à jour son porter à connaissance conformément aux demandes de l'Inspection.

Il est demandé à l'exploitant de ne pas utiliser les zones qui n'ont pas fait l'objet d'une demande de modification pour entreposer des déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites de l'inspection du 16/06/2022

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2008, article 6.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques, Gerep
Prescription contrôlée : Article 6.2.6 : vérifications périodiques Les installations, appareils ou stockages, contenant ou utilisant des produits dangereux, ainsi que les dispositifs de sécurité et les moyens d'intervention, font l'objet des vérifications périodiques réglementaires ou de toute vérification complémentaire appropriée. Ces vérifications sont effectuées par une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant ou par un organisme extérieur. Article 4 de l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets
Constats : L'exploitant a présenté les rapports de contrôle des installations électriques de l'année 2024, ces derniers sont conformes, l'exploitant explique que l'électricien est présent lors des contrôles et corrige / répare les anomalies directement. Toutefois, l'Inspection note que les vérifications ne sont pas complètes en raison de l'absence de coupure totale. Pour 2025, l'exploitant devra programmer une coupure totale des installations pour permettre la vérification complète. Par ailleurs, l'exploitant a transmis par courriel 20/12/2024, le rapport de vérification des caméras thermiques du 09/10/2024 réalisée par la société Artémis, le contrôle des détecteurs thermiques, des avertisseurs sonores, de la centrale et des alimentations et du transmetteur téléphonique est correct. L'exploitant a également transmis le rapport de vérification des trappes de désenfumage réalisée le 08/01/2024 par Desautel. Ce contrôle fait état d'anomalies sur plusieurs vérins et nécessite un nouveau contrôle au niveau du toit afin de pouvoir vérifier le bon fonctionnement de l'ensemble des trappes. L'exploitant devra avoir réalisé ce contrôle et opérer les travaux nécessaires le cas échéant d'ici le prochain contrôle de 2025. L'Inspection rappelle à l'exploitant que la présence de matières combustibles dans les alvéoles au nord du site nécessite l'installation d'un système de détection et d'alerte incendie. L'exploitant fera installer le dispositif adéquat dans cette zone dans les 6 mois. Les éléments justifiants de son installation et bon fonctionnement seront tenus à disposition de l'Inspection. Le plan de localisation des risques transmis en 2022 mérite d'être révisé, en effet, il est affiché 7 caméras thermiques (3 dans le bâtiment, 2 dans la zone Sud de stockage de bois et 2 dans la zone nord des alvéoles), or, pour le moment, 4 caméras ont été installées ; les types de risques ne sont pas identifiables sur le plan. Concernant la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets sur l'application Gerep, la déclaration 2023 n'a pas été finalisée. L'Inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit renseigner :

- l'ensemble des déchets dangereux et non dangereux réceptionnés / traités sur le site ;
- les déchets dangereux produits / expédiés si la quantité est supérieure à 2t.

L'exploitant veillera à ce que la déclaration pour l'année 2024 respecte ces critères.

Concernant l'accessibilité et la circulation sur le site, l'Inspection a constaté le jour de la visite que le site était dégagé permettant une bonne circulation. L'exploitant a précisé que la ronde réalisée en fin de journée permettait de s'assurer du respect de cette disposition.

L'Inspection a également pu constater que le site était entièrement clôturé et que les clôtures récemment réparées / installées étaient en bon état.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection rappelle à l'exploitant que la présence de matières combustibles dans les alvéoles au nord du site nécessite l'installation d'un système de détection et d'alerte incendie.

L'exploitant fera installer le dispositif adéquat dans cette zone dans les 6 mois. Les éléments justificatifs de son installation et bon fonctionnement seront tenus à disposition de l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Porter à connaissance de 2022 et de 2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2008, article 1

Thème(s) : Autre, Mise à jour du porter à connaissance

Prescription contrôlée :

(...)

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet du Rhône avec tous les éléments d'appréciation.

(...)

Constats :

Les visites d'inspection du 24/02/2021 et du 16/06/2022 ont conduit l'Inspection à demandé à l'exploitant de déposer un porter à connaissance pour les modifications mises en place sur son site par rapport au dernier APC du 17/12/2015.

Les modifications portent sur :

- la localisation du pont bascule ;
- la modification des alvéoles de stockage sur la partie nord ;
- l'ajout de l'entreposage de bennes vides sur la partie nord sur les côtés est et ouest ;
- l'ajout de places de parking VL et PL ;
- l'augmentation de l'entreposage des déchets de bois, papier carton, plastique, ferraille ;
- l'augmentation des tonnages traités de déchets non dangereux (broyage bois et cisailage métaux).

L'exploitant a d'abord transmis des éléments en 2022 qui ont été complétés par un PAC en 2023 et accompagné d'une demande d'examen au cas par cas compte-tenu des augmentations de stockage et de traitement de déchets importantes demandées par l'exploitant.

Le porter à connaissance de 2023 doit être complété, en effet, plusieurs éléments sont manquants :

- le calcul du D9 sur le dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie doit être révisé : représenter les surfaces de référence sur le plan de masse, ajouter les zones d'entreposage de palettes de bois, ajouter la zone supplémentaire d'entreposage de PEHD, l'entreposage des déchets dangereux n'est pas pris en compte, l'activité de broyage / cisailage n'est pas intégrée, la télésurveillance 24/24 n'est pas assurée sur l'ensemble des zones à risque incendie ;
- le calcul du D9A sur le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction ;
- le dispositif mis en place pour retenir le volume calculé du D9A ;
- la description des moyens d'extinction ;
- la modélisation flumilog des balles de carton sous auvent mentionne une hauteur de canton à 1m, or il n'y a pas d'écran de cantonnement dans le bâtiment ;
- la modélisation flumilog de la 2ème alvéole de bois (8m*9m) mentionne la paroi P1 à 3,5m de haut et une porte de 7m de large en P3, or page 9 il est prévu des murs coup-feu de 4m de haut pour toutes les parois et une longueur de mur de 8m ;
- la mention des durées d'incendie des zones d'entreposage de PEHD pour les scénarios modélisés avec la méthode de la flamme solide ;
- l'étude de la toxicité des fumées ;
- l'évaluation des dangers et inconvénients depuis la dernière enquête publique de 2007, les modifications n'ont été étudiées que sous le prisme des modélisations incendie. A noter que les augmentations de traitement de déchets (broyage bois et cisailage métaux) n'ont pas du tout été étudiés dans le porter à connaissance ;
- l'ajout de la demande argumentée d'augmentation des hauteurs d'entreposage de déchets de métaux comme demandé par l'exploitant ;
- le plan de masse devra également être repris avec les zones d'entreposage de déchets telles que étudiées et modélisées et correspondant à l'exploitation réelle sur le site.

Par ailleurs, le jour de la visite, l'Inspection a pu constater :

- que les zones prévues pour l'entreposage de balles de PEHD au niveau du auvent sur la partie est du site ne correspondait pas aux données présentées dans le PAC ;
- que des palettes de bois étaient entreposées au sud du site face aux alvéoles de bois pour un volume maximal d'après l'exploitant de 2*30m3.

Ces éléments seront évalués par rapport aux dangers et inconvénients qu'ils génèrent et ajoutés au porter à connaissance qui sera mis à jour.

Enfin, l'Inspection a pu constater que les blocs béton ou murs censés être coupe-feu 2h étaient par endroit en mauvais état (blocs béton du stockage de bois au sud-ouest), mur ouest du bâtiment...). L'exploitant devra s'assurer auprès d'une entreprise spécialisée du caractère REI 120 des parois telles que prévues dans les modélisations. Le cas échéant, des travaux de mise en conformité seront engagés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit apporter les compléments nécessaires à son porter à connaissance de 2023 afin de pouvoir finaliser l'instruction et réaliser un arrêté préfectoral complémentaire pour encadrer les modifications.

L'exploitant devra s'assurer auprès d'une entreprise spécialisée du caractère REI 120 des parois telles que prévues dans les modélisations. Le cas échéant, des travaux de mise en conformité seront engagés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Conformité à l'arrêté ministériel du 22/12/2023

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article Articles applicables

Thème(s) : Risques accidentels, Conformité à l'arrêté ministériel du 22/12/2023

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 22/12/2023

Constats :

Les articles qui s'appliquent à l'installation sont les suivants :

- article 3 sur la détection et surveillance ;
- article 4 sur les rondes ;
- article 5 sur le plan de défense contre l'incendie ;
- article 6 sur la maîtrise des sinistres ;
- article 8 sur la procédure en cas de défaut de tri ;
- article 9 sur l'ilotage et l'extinction automatique ;
- article 10 sur la traçabilité ;
- article 12 sur le stockage des batteries.

Plusieurs prescriptions ont été examinées durant l'inspection, notamment celles sur l'extinction automatique et la traçabilité.

Concernant l'obligation de traçabilité des déchets en établissant la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. Cette prescription s'applique bien à l'ensemble des déchets présents sur le site.

L'exploitant tiendra donc un état des stock des déchets non dangereux stockés mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne.

Concernant les autres prescriptions, elles s'appliquent aux installations dans les délais mentionnés à l'article 13. L'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur la détection et la surveillance de l'ensemble des zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables ainsi

que la mise en place de rondes qui devront être opérationnels d'ici le 01/01/2026.

Compte-tenu de la réception de métaux et de déchets dangereux, l'exploitant veillera également à mettre en place d'ici le 01/01/2026 les dispositions relatives aux batteries au lithium (procédure en cas de défaut de tri et stockage des batteries).

L'exploitant a précisé que le site faisait l'objet de 4 exercices par an avec la réalisation de retours d'expérience et que de nombreuses formations étaient mises en place pour tout le personnel y compris les intérimaires, les chauffeurs.

Type de suites proposées : Sans suite